

---

# La Turquie maintiendra sa discipline fiscale, affirme son nouveau ministre de l'Economie

AFP- 31/08/07

Le nouveau gouvernement turc maintiendra une discipline fiscale rigoureuse au cours des cinq prochaines années, a déclaré vendredi le nouveau ministre de l'Economie Mehmet Simsek.

"Le programme de réformes au cours de la période à venir va s'élargir et s'approfondir", a affirmé M. Simsek, cité par l'agence de presse Anatolie.

"Maintenir la discipline fiscale et parvenir à la stabilité des prix continuera d'être notre priorité principale", a-t-il indiqué. "Les politiques fiscales et les réformes structurelles aideront la Banque centrale dans son combat contre l'inflation".

La lutte contre l'inflation est au coeur d'un programme triennal de stand-by mené avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI), qui a prêté 10 milliards de dollars à la Turquie.

Le nouveau gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, dont la composition a été approuvée mercredi par le président, doit présenter son programme au Parlement vendredi, avant de se soumettre la semaine prochaine à l'épreuve d'un vote de confiance.

M. Simsek a été nommé ministre d'Etat en charge du Trésor, de facto ministre de l'Economie, en remplacement d'Ali Babacan, qui a pris la tête de la diplomatie où il succède à Abdullah Gül, le nouveau président.

Economiste en chef chez Merrill-Lynch à Londres, M. Simsek, qui n'a pas de liens avec l'islam politique, a été recruté peu avant les législatives du 22 juillet par le Parti de la justice et du développement (AKP, ex-islamiste) de M. Erdogan, cherchant à prouver qu'il n'était plus un parti islamiste. L'AKP a remporté haut la main les élections.

Lors du premier passage au pouvoir de l'AKP, de 2002 à 2007, l'inflation annuelle est passée en Turquie de 29,7% en 2002 à 9,65% en 2006, la croissance s'est maintenue à un taux moyen de 7% par an entre 2003 et 2006, le déficit budgétaire a été réduit à 0,7% en 2006.

Les investissements directs étrangers, qui stagnaient à 1,1 milliard de dollars jusqu'en 2002, ont atteint 20 milliards de dollars en 2006, tandis que la dette publique passait de 78% à 45% du produit national brut entre 2002 et 2006.

[http://www.lesechos.fr/info/inter/afp\\_00043469.htm](http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00043469.htm)

---